



HAL
open science

Remobiliser les habitants des quartiers populaires par la lutte contre les discriminations ?

Marion Carrel, Julien Talpin

► To cite this version:

Marion Carrel, Julien Talpin. Remobiliser les habitants des quartiers populaires par la lutte contre les discriminations ?. Les classes populaires à l'écart du politique ?, Fondation Gabriel Péri, pp.123-139, 2024, 10.3917/fgp.gaxie.2024.01.0123 . hal-04557216

HAL Id: hal-04557216

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04557216>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Remobiliser les habitants des quartiers populaires par la lutte contre les discriminations ?

Politisations ordinaires, aspirations à l'égalité et travail militant

Marion Carrel et Julien Talpin

Dans le débat public et politique, les classes populaires sont fréquemment assimilées aux habitants des territoires ruraux et péri-urbains, cette « France périphérique » qu'a théorisé Christophe Guilluy malgré toutes les critiques sociologiques apportées à ce concept¹. Encore récemment, à l'occasion des élections présidentielles de 2022, les commentateurs ont fréquemment répété que la NUPES avait peiné à toucher les catégories populaires, qui seraient désormais acquises au Rassemblement National. Cette analyse occulte le fait qu'une partie d'entre elles, les fractions résidant dans des quartiers populaires urbains, fortement racisées (pour le dire simplement, les habitants des banlieues des grandes métropoles), ont très majoritairement voté – quand elles l'ont fait, l'abstention demeurant majoritaire – pour la gauche. Outre l'analyse des raisons de ces résultats, encore en cours, ces éléments invitent, quand on interroge le rapport au politique des classes populaires, à préciser de quelles fractions on parle, tant on sait que les catégories populaires sont aujourd'hui largement fragmentées, selon des clivages territoriaux, sociaux, mais aussi ethno-raciaux².

Nous nous intéressons ici au rapport au politique des habitants des quartiers populaires, et plus particulièrement aux fractions racisées de celles-ci, qui subissent fréquemment des discriminations et une stigmatisation ethno-raciales. Elles

¹ Eric Charmes, « Une France contre l'autre ? », *La Vie des idées*, 5 novembre 2014, URL : <https://laviedesidees.fr/Une-France-contre-l-autre.html>

² D. Lapeyronnie, M. Kokoreff, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, 2013

représentent plusieurs millions de personnes, les résidents des quartiers prioritaires de la Politique de la ville étant évalués à 5,5 millions³.

La politisation et la participation des habitants des quartiers populaires représentent plusieurs enjeux politiques décisifs. Tout d'abord, il s'agit des fractions les plus dominées de la population, cumulant précarité économique (c'est sur cette base que sont définis les territoires de la Politique de la ville)⁴, stigmatisation symbolique associée à l'image des banlieues, et fréquemment discriminations ethno-raciales. Or, ces groupes peinent à être mobilisés par les forces de gauche, la défiance à leur égard étant un fait bien établi par les sciences sociales⁵. L'enjeu dès lors de notre chapitre est d'esquisser les raisons de ce désamour, mais surtout d'analyser les conditions sociales et politiques d'une remobilisation. A ce titre, nous nous appuyons ici sur une enquête collective menée ces dernières années, qui a porté sur la façon dont l'expérience des discriminations ethno-raciales, territoriales et religieuses structure le rapport au politique des habitants des quartiers populaires. Sur la base de 157 entretiens biographiques auprès d'un échantillon diversifié d'habitants de plusieurs quartiers populaires de France métropolitaine et d'enquêtes ethnographiques conduites dans plusieurs communes populaires – notamment à Roubaix dans le Nord et Villepinte en Seine-Saint-Denis⁶ –, nous avançons que les discriminations suscitent fréquemment une politisation ordinaire chez les habitants de ces quartiers, mais que celle-ci peine à être captée par les organisations politiques traditionnelles. Cette politisation ordinaire apparaît ainsi comme un potentiel politique à ce jour peu capté, qui pourrait constituer les bases d'une remobilisation possible, interrogeant les conditions d'une alliance avec les autres fractions des classes populaires autour de l'enjeu de l'égalité.

Abstention et orientation à gauche des quartiers populaires

Chaque nouveau scrutin électoral confirme que l'abstention est le comportement politique majoritaire dans les quartiers populaires. Si on ne dispose pas toujours de données électorales agrégées concernant les QPV, les résultats dans certains territoires offrent des indications, l'écart avec la moyenne nationale de participation étant systématique depuis 30 ans. A Roubaix, l'abstention au 1^{er} tour des

³ Source : <https://www.insee.fr/fr/information/5542207>

⁴ 44% des actifs dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) sont ouvriers. Le taux de chômage y était, en 2018, de 23,4%, contre 8,9% à l'échelle nationale.

⁵ Olivier Masclet, *La Gauche et les Cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2000 ; Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires*, Marseille, Agone, 2014.

⁶ Pour davantage de détails méthodologiques sur cette enquête, voir Julien Talpin et al. *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses Universitaire de France, 2021.

élections présidentielles de 2022 (41%) était supérieure de 14 points à la moyenne nationale (26,3%). En Seine-Saint-Denis, elle était supérieure de 4 points (30,2%⁷).

Les causes de ces phénomènes sont multiples et bien documentées : mal-inscription sur les listes électorales, défiance à l'égard de scrutins qui paraissent inutiles tant ils n'ont pas permis, aux yeux des électeurs potentiels, d'améliorer leur condition d'existence par le passé, promesses non-tenues, moindre socialisation politique liée à la disparition des collectifs de travail, déclin du travail de mobilisation électorale associé à l'effondrement des effectifs militants des organisations partisans de gauche. La diversité de ces facteurs permet ce faisant d'écarter une interprétation trop déterministe qui verrait dans la précarité économique et sociale et la faiblesse du capital culturel l'explication univoque et intemporelle de l'abstention. Jusqu'à la fin des années 1970, dans les communes populaires, on votait davantage qu'ailleurs. Cela tenait notamment à l'inscription des habitants dans des réseaux de sociabilité structurés par les organisations partisans, syndicales et associatives, qui pouvaient opérer autant de rappels à l'ordre électoraux⁸. Cette perspective historique permet de souligner combien la variable politique – et notamment du travail militant et d'implantation organisationnelle dans les milieux populaires – est décisive pour saisir les phénomènes de (dé)mobilisation des classes populaires.

Qu'en est-il du vote ? Si l'abstention est aujourd'hui majoritaire parmi les habitants des quartiers populaires – de façon plus prononcée que chez d'autres strates des classes populaires – quand ils votent, ils votent très majoritairement à gauche. L'enquête Trajectoires et Origines indique ainsi qu'environ 2/3 des Français descendants d'Africains votent à gauche⁹. Plus encore, les personnes déclarant être de confession musulmane, quand elles se mobilisent, votent également majoritairement à gauche : 87% pour François Hollande au second tour des élections présidentielles de 2012 ; près de 69% pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour des élections présidentielles de 2022¹⁰. Des données plus solides – reposant notamment sur des questionnaires « sortie des urnes » administrés lors de la séquence électorale 2022 sur la commune de Roubaix – confirment ces résultats : 73% des musulmans non-pratiquants et 86% des musulmans pratiquants déclarent avoir voté Mélenchon¹¹. Ces phénomènes peuvent connaître une certaine labilité – bien qu'on manque de données

7

⁸ Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen. *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

⁹ P. Simon, V. Tiberj, « La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France », in C. Beauchemin, C. Hamel, P. Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, INED, 2015

¹⁰<https://www.ifop.com/publication/le-vote-des-electorats-confessionnels-au-1er-tour-de-lelection-presidentielle-2/>

¹¹ <https://metropolitiques.eu/Presidentielle-2022-a-Roubaix-les-determinants-sociaux-du-vote-populaire-ont.html>

précises, une portion non-négligeable de Français de confession musulmane avait voté pour Emmanuel Macron en 2017, ce que nombre d'entre eux n'ont pas reproduit en 2022. Dans tous les cas, l'orientation à gauche des minorités s'explique – bien que les études quantitatives ici citées n'ont pas toujours les moyens de le démontrer – par la politisation de l'expérience des discriminations¹². Certes, les minorités ont connu des déceptions successives à l'égard de la gauche, et le quinquennat de François Hollande a été particulièrement riche à cet égard, nos enquêtés mentionnant le recul sur la promesse de récépissé d'identité en cas de contrôle policier et le projet sur la déchéance de nationalité des bi-nationaux. Mais en dépit de ces déceptions, les minorités continuent de voter massivement à gauche, quand elles votent, car elles considèrent malgré tout que celle-ci défend mieux leurs intérêts et notamment la lutte contre le racisme et les discriminations. Au regard de l'abstention qui touche néanmoins cette population, une grande partie d'entre-elle qui pourrait voter à gauche ne le fait pas. Notre investigation qualitative permet d'affiner ces résultats.

Expérience des discriminations et politisation ordinaire des banlieues

La discrimination est une expérience fréquente pour les minorités ethno-raciales en France. Les enquêtes quantitatives le démontrent, à l'instar de *Trajectoires et Origines* conduite par l'INED et reposant sur un échantillon représentatif de 22.000 répondants, dont majoritairement des Français descendant de l'immigration. En moyenne, la moitié d'entre elles et eux déclarent au moins une expérience discriminatoire liée à leur origine réelle ou supposée au cours des cinq dernières années. Dans le cadre de l'enquête qualitative que nous avons conduite, sous la forme de 157 entretiens biographiques, ces expériences apparaissent encore plus fréquentes. Centrée sur des quartiers populaires – qui ne regroupent évidemment qu'une partie des minorités ethnoraciales en France, bien qu'elles y soient surreprésentées –, et invitant les enquêtés à partager des expériences survenues tout au long de leur vie, notre recherche indique que près de 9 personnes sur 10 ont été victimes ou témoins de discriminations au moins une fois dans leur vie. Nous avons également fait le choix d'élargir la focale au-delà de la discrimination au sens juridique du terme – entendue comme le traitement inégal d'une personne sur la base d'un critère illégitime (comme l'origine, le genre, l'orientation sexuelle, etc.) – et de prendre en compte les formes de stigmatisation et micro-agressions ordinaires vécues en tant qu'habitants de banlieue ou membres des minorités ethno-raciales ou musulmanes, tant ces registres apparaissent fréquemment mêlés dans les discours. L'enjeu n'était pas tant ici de saisir la réalité de ces expériences – y-a-t-il vraiment discrimination ou non ? – que

¹² C. Beauchemin, C. Hamel, P. Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, INED, 2015 ; Focale

d'appréhender leurs conséquences objectives et subjectives, sur les parcours de vie et le rapport au politique.

A ce titre, l'expérience de la discrimination et de la stigmatisation est fréquemment vécue comme un « déni de francité » par les minorités ethno-raciales. Cette expérience les rejette en dehors de la communauté nationale et de la communauté des citoyens. Alors que très majoritairement elles se sentent et s'identifient comme françaises, les minorités ont ainsi le sentiment de ne pas être perçues et traitées comme des Français ou Françaises à part entière. Revient ainsi comme une rengaine dans les entretiens l'idée qu'en tant qu'habitants des quartiers populaires, des cités de banlieues, « on est des citoyens de seconde zone ». Ce ressenti montre combien l'expérience des discriminations peut être analysée et politisée par les personnes, qui font référence à la place qu'elles occupent dans la société. Nous avons tenté de préciser ce constat en interrogeant les interprétations données par les victimes de leurs expériences discriminatoires. Si les causes individuelles ou situationnelles (la rencontre avec un individu raciste ou intolérant, le manque de chance, l'attitude de la victime elle-même qui n'était pas irréprochable) sont fréquemment mentionnées, les facteurs proprement politiques le sont tout autant. Un résultat majeur de notre enquête, qui nous a surpris par son ampleur, est en effet que la moitié des enquêtés mentionnent des causes politiques à leurs expériences de discrimination et de stigmatisation, citant le rôle des élus, des médias, du fonctionnement de certaines institutions (police, école), de certaines lois ou de la mémoire de la colonisation. Alors qu'ils sont souvent perçus comme dépolitisés selon une appréhension minimaliste de la politisation restreinte au vote ou à l'intérêt pour la politique instituée, les habitants des quartiers populaires ont une forte conscience politique. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le cas de Chérif à Roubaix, agent dans une collectivité territoriale, qui relate une expérience qu'il a vécu comme discriminatoire, à savoir la progression de carrière beaucoup plus rapide d'un collègue blanc recruté au même moment que lui. Quand nous lui demandons comment il explique cette situation, il offre une interprétation très politique de son expérience :

« Ce n'est pas que mon directeur était raciste. En France, c'est ce qu'on leur a appris, notamment les politiques, parce que les gens bouffent ce qu'on leur donne à la télé. Et pour eux, c'est colonial, pour eux, un Arabe, c'est quelqu'un qui est inférieur. Donc fatalement il ne peut pas prétendre à la même position qu'eux. Pour eux, je suis un salarié, mais je suis un salarié plus bas qu'eux. Hiérarchiquement je suis plus bas qu'eux, donc ils peuvent tous me donner des ordres et moi je dois encaisser. C'est « oui bwana, oui bwana »¹³.

Dans cette analyse, montée en généralité (« C'est ce qu'on leur a appris » ; « Pour eux, c'est colonial ») et conflictualisation (« Ils peuvent tous me donner des ordres et moi je dois encaisser ») – deux modalités de la politisation des discours¹⁴ – sont immédiates. Et pourtant Chérif ne vote plus depuis plusieurs années, se déclarant

¹³ Chérif, H., 43 ans, BTS, fonctionnaire territorial, franco-algérien, Roubaix.

¹⁴ Hamidi, 2006

trop déçu à l'égard de la politique et des élus. Si tous les témoignages ne sont pas toujours si explicites, près de la moitié de nos enquêtés – et alors que la majorité d'entre eux ne vote qu'exceptionnellement – offre des interprétations politiques de l'expérience des discriminations. Notre enquête démontre ainsi que démobilisation électorale et dépolitisation doivent être distinguées. En dépit d'une distance et une défiance très forte à l'égard de la politique instituée, et de la gauche en particulier, l'expérience de la discrimination et de la stigmatisation suscite des sentiments d'injustice et une politisation ordinaire chez les minorités et habitants de banlieue. Elle a également des incidences plus pratiques.

Quand la discrimination suscite l'engagement

Au-delà de l'interprétation du monde social, comment cette politisation ordinaire se décline-t-elle pratiquement ? Nous avons tenté de saisir les conditions d'un engagement en réaction aux expériences discriminatoires. Ces trajectoires demeurent relativement rares et minoritaires dans notre corpus. Néanmoins près d'une personne sur cinq s'est engagée collectivement en réaction à certaines expériences discriminatoires vécues personnellement ou en tant que témoin. On peut tout d'abord constater qu'à de rares exceptions près, les victimes de discriminations ne se sont pas engagées dans des partis politiques ou des syndicats suite à leurs expériences discriminatoires. Pire, elles pointent fréquemment l'inaction des syndicats sur ces questions, le désintérêt des partis, voire le rôle actif joué par certains d'entre eux, y compris à gauche – Manuel Valls par exemple est plusieurs fois mentionné au cours de notre enquête – dans la stigmatisation des minorités et des habitants de quartiers populaires. Si bien que les trajectoires d'engagement que nous avons suivies relevaient davantage d'un militantisme local, auprès de structures associatives souvent portées par des proches : centres sociaux, associations antiracistes, d'aide aux devoirs, sur les questions de logement ou de cadre de vie. Au regard de la défiance envers la politique instituée, l'engagement se fait auprès d'organisations qui ont à la fois « des effets concrets », offrant des services aux habitants en particulier, articulés à des formes de sociabilités horizontales informelles voire ludiques. On est loin des normes du militantisme partisan¹⁵, mais également des formats de participation qui caractérisent les associations antiracistes historiques, dont les répertoires d'action intellectualisants (expositions, débats avec des universitaires, formations juridiques, etc.) peuvent détourner des habitants qui entretiennent par ailleurs un rapport distant à tout espace pouvant s'apparenter aux mondes scolaires.

¹⁵ R. Challier, « *Simple militants* ». *Sociologie comparée de l'engagement politique (FN, JC, UMP) en milieu populaire*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Université Paris 8, 2018.

Celles et ceux qui s'engagent dans ces actions collectives ne sont, en outre, pas n'importe quels habitants de ces quartiers. On constate, sans surprise, une surreprésentation de diplômés du supérieur, et notamment de femmes, qui connaissent de meilleures trajectoires scolaires que les hommes. Au-delà des dispositions individuelles, l'identification avec les leaders associatifs apparaît décisive. Le fait que ces associations soient fréquemment portées par des personnes étant elles-mêmes issues de ces quartiers, voire ayant elles-mêmes fait l'expérience de la discrimination et de la stigmatisation, crée une confiance qui favorise l'engagement. Le rôle de Laëtitia Nonone, créatrice et *leader* de l'association Zonzon 93 à Villepinte, illustre bien l'importance de ces processus d'identification dans les trajectoires d'engagement. Ainsi, Cyntia raconte à quel point sa rencontre avec Laëtitia a été décisive dans le choix de s'engager. Titulaire d'un bac, elle a démarré une licence qu'elle a arrêtée rapidement, du fait du décalage de niveau et de milieu qu'elle ressentait à l'Université. Lorsqu'elle évoque son implication à Zonzon 93, elle met en avant l'importance des modèles de femmes noires, du quartier, qui réussissent, à l'image de Laëtitia :

« Au départ c'est son histoire à elle, Laëtitia, ça m'a touchée ! Je n'avais jamais rencontré quelqu'un comme moi, qui vient du même endroit, qui avait eu la volonté d'aller jusqu'à construire une association. C'est le premier modèle, une femme noire, comme moi, une des personnes qui a le plus réussi. C'est une grande dame et qu'elle arrive à se faire entendre, c'est déjà grand !¹⁶

L'influence de leaders tels que Laetitia ne provient pas seulement de leur fonction de modèle, mais aussi parce des liens de sociabilité forts qu'ils ont dans les quartiers où ils vivent et animent les actions collectives¹⁷. La mobilisation est portée par des personnes qu'on connaît parfois depuis l'enfance, évitant ainsi le soupçon qui pèse sur les entrepreneurs de cause extérieurs au quartier.

A l'inverse, quand bien même ces discours sont difficilement énonçables dans le contexte français, car perçus comme « communautaristes », certains enquêtés soulignent que le caractère « blanc » des sections locales des partis de gauche contribue à leur mise à distance. Comme le souligne un Roubaisien, un temps engagé au Parti socialiste du fait de la mise en avant d'un candidat d'origine marocaine :

« Il faut que la personne s'identifie au candidat. C'est vrai que s'il est blond aux yeux bleus, type suédois on va dire : « regarde, c'est lui le candidat... Il n'a pas vécu comme nous ». Ils vont dire : « Ben écoute, nous on le connaît pas. On n'y croit pas une seconde. Il ne mange pas ce que je mange. Il n'a pas grandi avec nous. Il n'a pas subi les affres du textile ... ». Donc

¹⁶ Cyntia, F., 19 ans, étudiante, origines antillaises et ivoiriennes, Villepinte.

¹⁷ Sur le rôle du travail d'intermédiation dans les dynamiques de participation des classes populaires, voir L. Barrault-Stella, B. Pudal, « Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière du politique et de leur convertibilité », in L. Barrault-Stella, B. Gaïti, P. Lehingue (dir.), *La politique désenchantée*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019.

systématiquement, on ne s'identifie pas à lui, on n'accroche pas au discours. Donc le but c'est d'accrocher au discours et que les gens s'identifient. »

Ces phénomènes d'identification sont intersectionnels : si la dimension raciale et religieuse mentionnée ici est centrale, la dimension sociale – « les affres du textile » - est également présente. Plus largement, l'identification n'est pas tant une question de catégorisation que d'expérience partagée : difficile d'imaginer qu'un représentant n'ayant pas fait les mêmes expériences sociales puisse représenter le vécu et les inégalités subies par les habitants. A bien égards, la volonté, un temps, de la part du PCF, de permettre la représentation de classe ouvrière par des ouvriers relevait de la même logique¹⁸. La composition sociale et raciale des partis de gauche, y compris dans les communes de banlieues, rend aujourd'hui cette ambition difficile à accomplir.

Enfin, au-delà de l'identification au leader, certains événements peuvent favoriser l'engagement. Dans nos entretiens revient de manière récurrente le rôle de certains événements traumatiques : la mort d'un proche dans le quartier suite à une intervention de la police, une incarcération, des émeutes, etc. Ces événements sont souvent présentés comme la goutte d'eau, voire le tournant, faisant basculer des personnes qui y étaient plus ou moins disposées, vers l'engagement. A Villepinte, l'arrestation de son petit frère, 18 ans, incarcéré six mois pour outrage et rébellion constitue le déclic de l'engagement de Laetitia Nonone en 2008. Ses regrets de n'avoir pas prévenu son frère de « faire attention » déclenchent son retour à Villepinte où elle a grandi, et la création d'une association de prévention de la délinquance¹⁹. Asma, engagée à ses côtés depuis les débuts de l'association, raconte également le choc constitué par le décès de son ami Karim alors qu'ils avaient 17 ans et habitaient tous deux la cité des 4000 à Aubervilliers. La thèse de l'accident de scooter a été combattue par la famille pour qui le décès provient d'un contrôle au faciès²⁰. Asma, bonne élève, aidait Karim à la bibliothèque, et son décès lui a fait prendre conscience que cela pourrait arriver à son petit frère, qui s'appelle Karim également. Cette expérience a été fondatrice dans son engagement pour la prévention de la délinquance et la lutte contre les discriminations.

Le rôle de ces événements traumatiques invite à s'interroger sur la banalisation des discriminations. En effet, un des résultats de notre enquête est qu'une des façons de se prémunir des discriminations est bien souvent « de ne pas trop se prendre la tête », « d'en rire » et de banaliser ces expériences du fait de leur récurrence relative. Ce phénomène est accentué par le discours ambiant invitant les minorités à « ne pas se victimiser », contribuant à amenuiser la prise de conscience de l'ampleur des discriminations qui traversent la société française. Outre une aspiration à la dignité,

¹⁸ B. Pudal, *Prendre parti*. Pour une sociologie historique du PCF, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

¹⁹ Pour un récit public de sa propre histoire, cf. <https://wetal-community.org/project/laetitia-nonone/>

²⁰ Cf. <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis/trois-ans-apres-la-mort-de-karim-l-enquete-continue-04-04-2008-3298413544.php>

cela rend certainement plus erratique la survenue de chocs moraux, d'étincelles vectrices d'engagements. A ce titre, un des enjeux pour les organisations militantes pourrait être à l'inverse de scandaliser l'expérience des discriminations, afin de les « débanaliser », « rendre la réalité inacceptable »²¹, susciter l'indignation et ainsi, potentiellement, l'engagement.

La gauche et l'engagement contre les discriminations : entre indifférence et répression

Notre enquête témoigne cependant des coûts que représente l'engagement pour les habitants des quartiers populaires. En dépit du discours relatif à la démocratie participative et l'encouragement à la citoyenneté dans les quartiers populaires, les mobilisations que nous avons suivies ont souvent suscité les ire des pouvoirs publics. Alors que nous avons principalement étudié de petites associations de quartier ne se situant pas nécessairement dans les controverses qui animent le débat public entre antiracisme moral et politique²², celles-ci ont pourtant fréquemment été attaquées par les pouvoirs publics, collectivités territoriales ou représentants de l'Etat²³. Quand la lutte contre les discriminations est portée par les premiers concernés, elle est souvent taxée de « communautariste » ou de « séparatisme ». Au-delà de ces attaques symboliques, ces associations ont également fait face à des formes de répression matérielles : coupes de subvention, difficultés à accéder à des locaux pour se réunir, etc. Les militants qui portent ces causes – dont on a souligné combien les processus d'identification contribuaient aux phénomènes d'engagement – sont en outre fréquemment attaqués, leur réputation entachées, ce qui peut avoir des conséquences personnelles ou professionnelles importantes. Ces coûts de l'engagement antiraciste peuvent dès lors freiner la transmission intergénérationnelle de la mémoire et des compétences militantes, les plus jeunes pouvant opter pour d'autres voies que le militantisme au regard des risques encourus.

Ces formes de répression associative par les pouvoirs publics ne sont pas l'apanage des élus conservateurs. Des collectivités pourtant orientées à gauche ont pu s'y adonner. Plus largement, quand bien même les collectivités de gauche font preuve d'un plus grand volontarisme à cet égard, l'action publique de lutte contre les discriminations s'avère très limitée en France tant au niveau local que national²⁴. Les moyens publics consacrés à cet enjeu ont même diminué ces dernières années, au profit de la promotion de la laïcité et des valeurs de la République. Ces moyens limités

²¹ Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable*. A propos de "La production de l'idéologie dominante", Paris, Demopolis, 2008

²² Voir par exemple l'ouvrage F. Gulli, *l'antiracisme trahi*, Paris, PUF, 2021 ; ou Emmanuel Debono, « Crise de paradigme dans l'histoire du mouvement antiraciste », *Pouvoirs*, vol. 181, no. 2, 2022, pp. 35-45.

²³ A ce sujet voir J. Talpin, *Bâillonner les quartiers*, Lille, Les Etaques, 2019.

²⁴ M.C. Cerrato-Debenedetti, *La lutte contre les discriminations ethno-raciales*, Rennes, PUR, 2015.

témoignent, aux yeux des militants et de certains habitants, du désintérêt des institutions et des élus à leur égard. Autre indicateur de la faiblesse de l'investissement politique de ces enjeux : les programmes électoraux n'offrent qu'une place relative à l'enjeu de la lutte contre le racisme et les discriminations. Si, là aussi, les partis de gauche lui donnent davantage d'importance, l'étude des programmes et professions foi aux élections municipales de 2014 et 2020 témoigne du caractère très secondaire de ces questions pour nombre de candidats.

A l'inverse, les premières analyses des résultats de la candidature de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2022 dans les bureaux de vote des quartiers populaires urbains démontrent l'importance qu'a pu revêtir ses positions claires sur les questions de violences policières et de dénonciation de l'islamophobie (le seul fait d'utiliser le terme constituant un marqueur symbolique important dans le champ politique)²⁵. Les éléments les plus probants concernent le vote des électeurs de confession musulmane, pour qui ces enjeux sont saillants. Ainsi, dans certains quartiers populaires, l'abstention a moins progressé qu'à l'échelle nationale – tout en demeurant majoritaire – voire a parfois baissé, indiquant une remobilisation partielle de certains électeurs²⁶. Tout ne tient cependant pas au positionnement politique et à l'offre discursive proposée par les candidats. Encore faut-il que celle-ci soit connue et appropriée par les électeurs. On retrouve ici le rôle de l'implantation et du travail militant. Pour ce qui est du score de LFI dans les quartiers populaires aux élections présidentielles de 2022, un élément décisif est que les prises de position de Jean-Luc Mélenchon aient été relayées et aient circulé, via les réseaux sociaux, des boucles *WhatsApp*, des réseaux d'interconnaissance dans les quartiers où certains leaders d'opinion ont pu jouer un rôle important. Ceux-ci étaient moins les militants insoumis eux-mêmes – qui demeurent faiblement implantés dans les quartiers populaires – que des sympathisants, des acteurs engagés aux lisières du jeu politique local, militants associatifs ou travailleurs sociaux²⁷. Les scores moins probants obtenus aux législatives – où malgré la victoire dans nombre de circonscriptions populaires l'abstention est fortement remontée – qui ont suivi témoignent néanmoins de la fragilité de ces évolutions, de la sensibilité des électeurs aux candidats qui les représentent, et plus

²⁵ Pour une analyse convergente, voir U. Rabaté, « Retour sur l'élection dans les quartiers populaires », AOC, 6 mai 2022.

²⁶ L'abstention a ainsi moins augmenté en Seine-Saint-Denis entre 2017 et 2022 qu'à l'échelle nationale. Dans une commune comme Saint-Denis la participation s'est même maintenue entre les deux scrutins. Dans certains bureaux de vote, à l'instar du quartier Font Vert à Marseille, l'abstention a même reculé de quelques points. Voir <https://marsactu.fr/les-quartiers-populaires-coeur-de-la-vague-melenchon-a-marseille/> ; https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/04/12/dans-les-quartiers-populaires-de-marseille-l-islamophobie-de-la-campagne-dope-le-vote-pour-jean-luc-melenchon_6121772_6059010.html

L'enquête menée à Roubaix indique par ailleurs qu'au premier tour, en 2022, 53% des abstentionnistes de 2017 qui ont pris part au scrutin ont voté par le leader de LFI.

²⁷ Quand bien même à l'échelle nationale des militants historiques de l'antiracisme et des quartiers populaires ont appelé à voter pour le leader Insoumis dans le cadre du collectif « On s'en mêle » – ce qui constitue une rupture au regard de la position d'autonomie et de non-appel au vote que nombre d'entre eux ont historiquement tenu –, c'est surtout l'ancrage local, y compris de militants moins visibles nationalement, qui semble avoir joué un rôle.

encore à l'activation ou non de ces leaders d'opinion à la lumière de la place qu'on leur a (ou non) donnée. A ce titre, rien ne dit qu'en dépit des bons scores aux élections présidentielles, un ré-ancrage durable de certains pans de la gauche soit aujourd'hui à l'œuvre dans les quartiers populaires.

Construire l'alliance des classes populaires autour d'une aspiration commune à l'égalité ?

Au regard des éléments rassemblés dans notre enquête, et de ces premières analyses du cycle électoral de 2022, il apparaît qu'il sera difficile de remobiliser les habitants des quartiers sans faire des questions de discrimination un enjeu central. Une erreur d'analyse y verrait un prisme « identitaire », consistant à mettre en avant des enjeux sociétaux ou culturels au détriment des questions sociales. A l'inverse, notre enquête témoigne de l'articulation des questions sociales et raciales – l'accès à l'emploi, au service public, au logement social ou à une scolarité de qualité, impactés par les discriminations, sont des questions sociales – et plus encore d'une profonde aspiration des habitants des quartiers populaires à l'égalité.

Alors que le prisme des discriminations pourrait détourner d'autres fractions des classes populaires, blanches, périurbaines, qui pourraient se vivre comme les victimes de tels rééquilibrages, l'enjeu de l'égalité – et notamment de l'égalité d'accès et de traitement par les institutions et les services publics – pourrait permettre de rassembler les aspirations de différentes fractions des classes populaires. Alors que le socle électoral de la NUPES est principalement constitué d'habitants de quartiers populaires et de classes moyennes éduquées, un travail symbolique et politique permettrait peut-être d'en élargir le cercle²⁸. Si les enjeux d'offre politique et programmatique sont décisifs, ils ne sauraient remobiliser à eux-seuls, mécaniquement, des classes populaires très défiantes à l'égard du politique. Ce n'est qu'au prix d'un immense travail militant de réimplantation, d'ancrage et de mobilisation que cette offre pourrait résonner avec le quotidien des classes populaires²⁹. Alors que le travail militant s'est largement amenuisé du fait de la rétractation des effectifs militants, une telle perspective requiert des choix stratégiques de long-terme que la focalisation sur les échéances électorales de court terme – gagner les prochains scrutins – ne pourra que difficilement satisfaire.

²⁸ Sur ce travail, voir R. Lefebvre, *Faut-il désespérer de la gauche ?* Paris, Textuel, 2022.

²⁹ Pour une perspective convergente, voir <https://www.contretemps.eu/france-insoumise-construction-mouvement-politique-populaire/>